

## La recherche malgache en mal de moyens. Entretien avec François Rasolo

**F**RANÇOIS RASOLO est directeur général du centre national de recherche appliquée au développement rural de Madagascar (Fofifa, [www.asareca.org/NARIS/fofifa/business.htm](http://www.asareca.org/NARIS/fofifa/business.htm)), depuis 1991, « une vocation » dit-il. On le croit d'autant plus quand il expose patiemment les difficultés de ce centre de recherche, dont les évolutions récentes et les perspectives sont critiquées...

**GRAIN DE SEL :** Peut-on parler de crise de la recherche africaine et pourquoi ?

**FRANÇOIS RASOLO :** Je vous parlerai de ce que je connais le mieux, les cas de l'Afrique de l'Est<sup>1</sup>, et de la recherche malgache bien entendu. Comme le titrait la *Revue de l'Océan indien* en juillet-août 2004, « la recherche, parent pauvre de tous les secteurs ». Ce constat est particulièrement vrai en Afrique, et à Madagascar, où plusieurs symptômes en attestent :

- Les budgets en francs constants se sont à peine maintenus au cours des dernières années. Les programmes nationaux pour la recherche agricole (PNRA)<sup>2</sup> existant dans les années 90 ont disparu du jour où les financements extérieurs ont cessé, faute d'anticipation sur le retrait des aides et de travail de pérennisation.
- Les postes de chercheur sont rares. Ainsi, nous n'avons pas eu de création de nouveaux postes sur la recherche en agriculture depuis 7 ans. Sur les 120 chercheurs que comprend aujourd'hui le Fofifa, la moyenne d'âge est de 47 ans (52 ans pour les chercheurs fonctionnaires).
- En matière de développement rural, la définition de priorités est en perpétuel mouvement, ce qui rend difficile tout travail de programmation sur le long terme. Ainsi, malgré la définition, en 1990, d'un plan directeur de la recherche pour 15 ans, nous avons vu les priorités données par l'État déjà modifiées radicalement par deux fois.
- Il existe un véritable fossé entre le discours — qui prône la priorité à

1. François Rasolo est également membre du Comité directeur de l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre (Asareca).

2. Mis en place au Sénégal, au Cameroun et de 1990 à 1998 à Madagascar.

la recherche — et la réalité... Signe de la faible importance accordée par l'État au secteur, en moins d'une quinzaine d'années, le ministère chargé de la recherche a changé dix fois de dénomination, la recherche passant d'une tutelle à une autre.

**GDS :** Quelles sont les relations entre la recherche et les utilisateurs ?

**FR :** Les organisations paysannes sont encore très récentes à Madagascar. Une collaboration avec elles est possible, mais insuffisante. Nous avons obtenu un financement pour l'accompagnement de la recherche au sein d'un projet de développement rural qui comprend de l'appui à l'investissement et un encadrement agricole. Ce financement a permis entre autre de mettre l'accent sur la valorisation des résultats de la recherche. Mais le plus gros problème vient du fait que les services publics de vulgarisation ont disparu du jour au lendemain. Ce désengagement, qui devait être progressif, a été brutal. Ainsi, la diffusion des recherches n'est pas toujours assurée, loin de là. Le Fofifa a tenté des rapprochements avec le secteur privé (par exemple avec un exportateur de vanille biologique, un exportateur de haricots, une firme japonaise de production et de transformation de café) passant une convention pour une bonne utilisation des résultats de la recherche et de multiplication des semences. Mais là, ce sont nos ressources humaines qui sont insuffisantes à l'élargissement des projets.

**GDS :** Quelles sont les collaborations aux niveaux régional et international ?

**FR :** Treize chercheurs expatriés travaillent au Fofifa (Cirad, France et université de Cornell, États-Unis). Nous avons avec le Cirad un projet associant l'université d'Antananarivo dans le cadre d'un pôle de compétence en partenariat au sein duquel deux équipes d'une vingtaine de chercheurs travaillent ensemble sur deux thèmes : « Système de culture et riziculture durable » et « Forêt et biodiversité ». La création d'un laboratoire de biologie

moléculaire est réalisée dans le cadre de ce dernier. Mobiliser ce type d'alliances stratégiques est pour moi déterminant.

Au plan régional, le Fofifa est membre de l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre (Asareca). Mais ce partenariat n'est pas toujours positif. Notamment en ce qui concerne la définition des priorités de la recherche, même si elles sont globalement communes, il n'est pas toujours aisé de répondre aux priorités régionales. D'autant plus que la compétition est croissante, avec une préférence pour les fonds compétitifs, qui privilégient les meilleurs mais pas toujours ce qui correspond le plus aux besoins locaux.

**GDS :** Quels sont pour vous les thèmes prioritaires pour la recherche malgache aujourd'hui ?

**FR :** La recherche sur les ressources génétiques est cruciale. On dit que c'est la seule voie pour permettre d'assurer la sécurité alimentaire. Mais à Madagascar, nous n'avons pas les ressources suffisantes pour conserver notre patrimoine génétique, ne pouvant bien souvent mobiliser les technologies actuelles. Le risque existe que nous devenions de simples pourvoyeurs de gènes. La société civile est encore très faiblement mobilisée sur la question. Les chercheurs ne sont pas suffisamment impliqués là-dessus. Les firmes multinationales n'ont certes à ce stade fait que de modestes percées, mais nous ne disposons encore d'aucune réglementation sur ce qui concerne les biotechnologies.

À mon avis certains hauts responsables n'ont pas conscience de l'importance de la recherche. Il s'agit d'une fonction régaliennne que l'État doit assurer. La question du manque de moyens n'est, pour moi, bien souvent qu'un alibi, car certains fonds sont mis à disposition de façon plus ou moins rationnelle dans d'autres domaines. ■

« LE RISQUE EXISTE QUE NOUS  
DEVENIONS DE SIMPLES POURVOYEURS  
DE GÈNES »